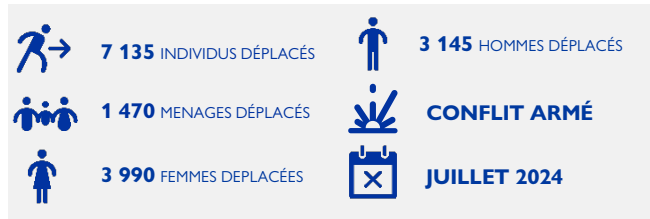


METHODOLOGIE

	Evaluation réalisée lors de mission de terrain.	X
	Evaluation réalisée lors d'entretiens téléphonique avec des informateurs clés.	

L'évaluation rapide de l'OIM (*Emergency Event Tracking, EET*) est un outil mis en place dans le but de collecter des informations sur les mouvements importants et soudains des populations. Ces informations sont collectées à la suite de visites terrain et/ou d'entretiens téléphoniques avec les informateurs clés des sites de déplacement ou des communautés d'accueil. Les informations sont ensuite recueillies dans les outils ERM. Ce rapport synthétique présente les résultats des évaluations réalisées du **8 – 15 juillet 2024** à travers des **évaluations menées sur terrain avec les informateurs clé.**

DÉTAILS DU DÉPLACEMENT



DÉTAIL SUR LA ZONE ÉVALUÉE

PROVINCE	ITURI
TERRITOIRE	DJUGU

RÉSUMÉ DE L'ALERTE

Le territoire de Djugu fait face à une crise humanitaire aggravée par divers conflits armés. En date du 30 juin 2024 des éléments du groupe armé CODECO ont attaqué les forces armées congolaises (FARDC) dans les villages de Lysey. 2 juillet 2024, les FARDC a fait une incursion dans le centre de Kilo-Etat dans la zone de santé de Kilo (du groupement Agonema dans la chefferie de Banyali Kilo).

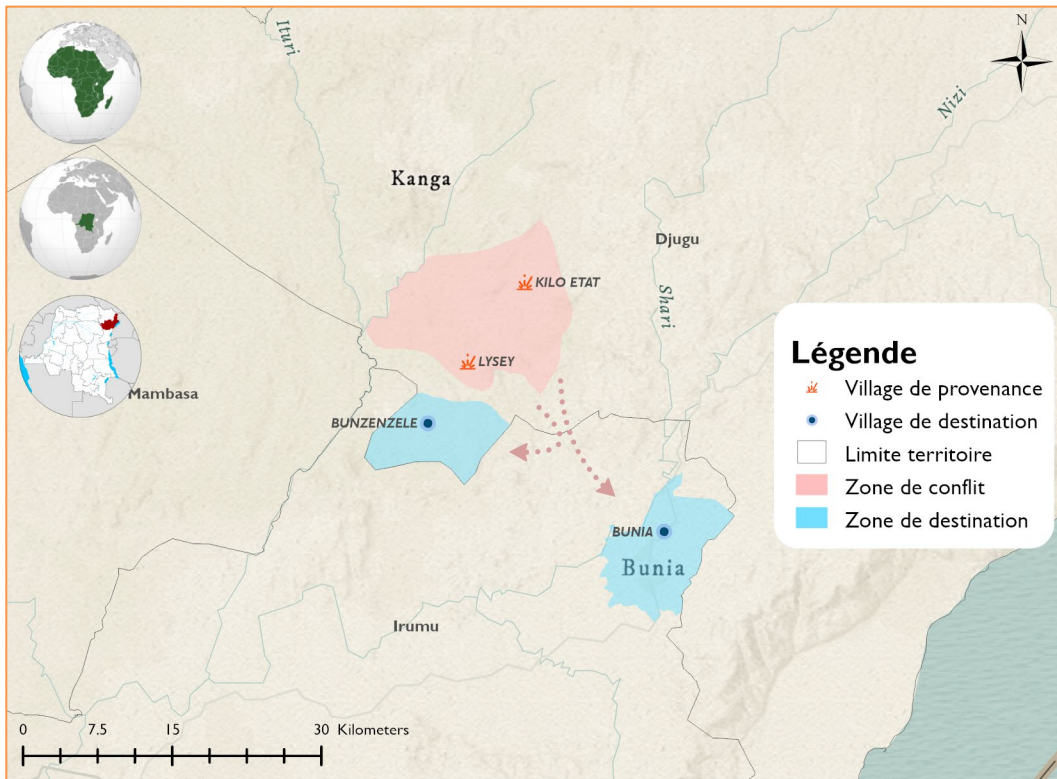
Ce conflit récurrent a été accompagné par plusieurs blessés et a déplacé la plupart de la population locale vers les villages de Mulenda (du groupement Agonema) et de Bunzenzele (du groupement Bunzenzele dans le territoire de Djugu), et la ville de Bunia. La situation de Mulenda se caractérise par une détérioration d'accès à tous les moyens de subsistances tant pour la population déplacée que pour la communauté hôte.

PERCEPTIONS DES BESOINS PRIORITAIRES



DONNÉES DÉTAILLÉES DU DÉPLACEMENT

Groupement	Ménages	Individus	Hommes	Femmes	Enfants <5
Mulenda	855	4 275	1 925	2 350	405
Bunzenzele	510	2 365	955	1 370	189
Bunia	105	495	225	270	75
Total	1 470	7 135	3 145	3 990	669



OBSERVATION & ANALYSE



En total, **7 135** personnes ont été contraint de quitter leurs milieux d'origine vers les villages de Mulenda (qui a reçu **4 275** personnes déplacées), Bunzenzele (**2 365** personnes déplacées) et la ville de Bunia (**495** personnes déplacées).

Toutes ces zones d'accueil avaient déjà reçu plusieurs autres vagues de personnes déplacées, alors la situation est toujours tendue dans les zones de provenance autant que les communautés hôtes. Il est à noter que depuis l'arrivée de ces personnes déplacées dans ces zones un grand nombre de personnes n'ont pas reçu de l'assistance et vivent dans des conditions difficiles.



La capacité d'accueil des communautés hôtes est de plus en plus limitée et les personnes déplacées qui vivent dans des familles d'accueil sont exposées aux risques de surpopulation. La majorité de ménages déplacés vivent dans les abris d'urgences ou sans abris. Cela met en évidence un besoin prioritaire d'abris et d'articles ménagers essentiels parmi les personnes déplacées dans les différentes zones.



L'agriculture de subsistance, le travail journalier et l'exploitation minière artisanale sont les principaux moyens de subsistance de la population déplacée. En plus, les personnes déplacées sont accueillies dans des villages qui souffrent déjà d'un accès limité aux approvisionnements, de moins de biens disponibles sur le marché, de la fluctuation des prix des denrées alimentaires et d'un accès restreint aux terres agricoles.

Alors la population déplacée est confrontée au problème supplémentaire des possibilités limitées de travail et d'activités de subsistance dans les zones de refuge. Cela est empiré par le groupe armé CODECO qui occupent plusieurs zones autour de ce milieu d'accueil.

OBSERVATION & ANALYSE



D'une manière générale, les personnes déplacées font face aux difficultés importantes pour accéder aux soins de santé dans les centres de santé locaux (non soutenus par les ONG). Les informateurs clés rapportent que les personnes déplacées rencontrent des difficultés à payer les coûts des soins médicaux et souffrent d'un manque de personnel médical qualifié dans les centres de santé suite à la dégradation de la sécurité.

En plus, plusieurs centres de santé dans les zones au tour des zones de refuge sont contrôlés par le groupe armé CODECO.



L'accès à l'eau potable dans les zones de déplacement reste un défi majeur. Les informateurs signalent un nombre insuffisant de points d'eau fonctionnels (et certains à une longue distance pour y accéder), de longs délais d'attente et une absence de capacité de stockage de l'eau. Il s'observe une utilisation des sources d'eau non améliorées et l'insuffisance ou l'absence totale d'installations pour le lavage des mains dans les lieux publics.

L'infrastructure des douches est largement insuffisante dans les communautés d'accueil, ce qui affecte les familles d'accueil et les personnes déplacées. La plupart des foyers de personnes déplacées n'auraient pas accès à des latrines et les installations sanitaires sont déjà limitées. Les installations sanitaires existantes ne sont pas propres/hygiéniques, fonctionnelles ou séparées entre hommes et femmes. Cela expose la population à plusieurs types de maladies.



Face à cette crise qui persiste dans la région, les populations locales et les personnes déplacées sont exposées à des risques importants en matière de protection. Les informateurs clés font état de risque d'enlèvements, de séparation des familles et de violences sexuelles dans les zones de refuge.

**Les activités de suivi
des urgences de la
DTM en RDC sont
soutenues par :**



USAID
DU PEUPLE AMERICAIN



**Cofinancé par
l'Union européenne**